

Sciences-Po: un audit pointe le stress, l'opacité et la courtisanerie

Par Jade Lindgaard

Article publié le lundi 11 juillet 2011

C'est un rapport que Richard Descoings, le médiatique directeur de l'**Institut d'études politiques** (IEP) de Paris, aurait sans doute préféré ne pas lire : le «*diagnostic sur la qualité de vie au travail*» à Sciences-Po que vient de lui remettre le cabinet **Technologia** révèle le portrait d'une institution en crise. Le modèle de fonctionnement de la célèbre école «*risque aujourd'hui de s'épuiser*», écrivent les experts, qui préviennent: «*Il est nécessaire que l'institution ponctue son développement d'une respiration pour prendre le temps de renforcer et rationaliser sa structure et ses cadres organisationnels*».

Tout juste **réélu à la tête de l'IEP**, en avril, avec un score soviétique (27 voix en sa faveur, un vote blanc), Richard Descoings entame son quatrième mandat de cinq ans sous des auspices moins favorables que ce qu'il aurait pu escompter. A la lecture de l'audit de Technologia, on voit mal, en effet, comment il pourrait échapper à une remise en cause de ses méthodes.

A la suite de la remise du rapport, les syndicats de Sciences-Po ont déjà manifesté leur mécontentement face à une direction «*emmurée dans son autosatisfaction, affichant son mépris pour les situations difficiles vécues par les salariés*», dans un tract unitaire virulent (**à lire ici**): c'est une initiative plutôt rare à Sciences-Po où les organisations syndicales adoptent habituellement un ton plus mesuré.

Société spécialisée dans la prévention des risques professionnels, Technologia a récemment audité France Telecom et le technocentre de Renault à Guyancourt. Son directeur général, Jean-Claude Delgenes, **enseignait encore il y a peu à Sciences-Po**, dans le cadre de son *executive master* Sociologie de l'entreprise et stratégie de changement.

Que révèlent les experts dans ce document que nous publions en exclusivité ci-dessous ?

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

En premier lieu, que l'instabilité générale de Sciences-Po, soumise à un rythme effréné de réformes depuis 15 ans, «*met en difficulté*» un tiers de ses collaborateurs, et crée «*un sentiment de lassitude et de démotivation*». Plus précisément, «*des risques de surengagement dans le travail, des difficultés à faire face aux rythmes des réorganisations et des situations de difficultés relationnelles aiguës ont été diagnostiqués*».

Stress, dégradation des conditions de travail, opacité de fonctionnement, courtisaneries, peur... tout en prenant garde à ne pas trop généraliser des situations individuelles et des ressentis parfois invérifiables, les auditeurs de Technologia confirment et documentent une grande partie de ce que Mediapart avait écrit sur l'IEP dans sa série d'enquêtes sur «*la cour du roi Richard*» fin 2009 (**nos enquêtes sont à retrouver ici** et sous l'onglet "Prolonger" de cet article).

Ci-dessous, un extrait de l'entretien avec Richard Descoings, réalisé fin 2009, et où il évoquait déjà la commande d'un tel audit sur les conditions de travail:

Vidéo disponible sur mediapart.fr



«Courtisanerie mêlée à la peur de la déréliction»

L'audit rentre dans le détail de ces dysfonctionnements, chiffres et citations des collaborateurs de l'école à l'appui. Près de 70 entretiens individuels ont été réalisés entre décembre 2010 et mars 2011. Ainsi, 31 % des salariés considèrent que leurs conditions de travail se sont dégradées ces dernières années, et 35 % disent subir un stress fréquent.

Plus de 83 % des répondants expliquent qu'on leur demande de travailler «*très vite*» et plus de 84 % considèrent qu'on attend d'eux qu'ils travaillent



«*intensément*». Quand on leur demande si la quantité de travail qu'ils ont à effectuer est excessive, la moitié d'entre eux pensent que c'est le cas. Un chiffre «*imposant*», commentent les auteurs.

Plus de 34% des répondants au questionnaire déclarent qu'il leur est souvent arrivé au cours des douze derniers mois de se sentir très fatigués ou stressés par leur travail. Environ 41% des personnes interrogées disent penser à des problèmes au travail dès leur réveil, ne pas arriver facilement à se décontracter quand elles rentrent chez elles. Près de 15% d'entre elles disent avoir recours à des médicaments psychotropes. Et pour environ 35%, leur vie professionnelle a une incidence négative sur leur santé.

«*On a réussi à faire un avion avec des bouts de ficelle... mais là, on a une compagnie aérienne, donc est-ce qu'on fonctionne pareil?*» s'interroge un cadre dirigeant.

En plus de ces critères classiques d'évaluation du mal être au travail, les experts de Technologia consacrent de longues pages à la description d'une insatisfaction plus diffuse, liée au sentiment de certains salariés de ne pas être assez respectés : 40% environ des salariés de l'institution considèrent, d'une manière ou d'une autre, subir un manque de respect au travail, 26% qu'on les ignore systématiquement et 19% que l'on critique injustement leur travail.

Il existe «*un véritable clivage au sein de l'institution entre ceux qui se vivent comme les "petites mains" (sic) et les autres*» décrivent les auteurs du rapport. «*Au moment des évaluations, on m'a dit : "Tu n'auras pas d'augmentation de mérite, tu n'as pas fait quelque chose d'exceptionnel" ; c'est quoi quelque chose d'exceptionnel?*», leur confie un salarié.

En dehors des conditions de travail *stricto sensu*, c'est tout un système de pouvoir qui est passé au crible des auditeurs: opacité des critères d'attributions de

prime, partage inégalitaire des avantages, promotions ou au contraire plafonnement de certaines carrières inexplicables... Au point que certaines personnes interrogées évoquent «*un sentiment d'effet de "caste"*».

Les experts de Technologia rapportent que «*beaucoup d'entretiens évoquent à la fois une forme de courtoisie mêlée à la peur de la déréliction*»: «*La perception d'un manque de clarté des règles du jeu a tendance à générer un sentiment d'injustice : pour certains, la reconnaissance (évolution, promotion, augmentation, octroi de primes, etc.) est davantage liée au réseau et aux liens privilégiés que des salariés entretiennent avec la ligne hiérarchique*».

Par exemple, «*la reconnaissance des compétences professionnelles est tout à fait secondaire par rapport à l'intelligence des situations, le sens politique, les relations amicales ou autres*», analyse un salarié. «*C'est un management de parade à Sciences-Po*», explique un autre, *il y a beaucoup de cooptation, le copain du copain, le cousin d'un cousin. C'est très politique, tout est basé là-dessus*».

Cette atmosphère bien particulière de travail finit par créer de la peur. «*La peur de parler, de dire non, a été évoquée de façon suffisamment fréquente pour que nous soyons dans l'obligation d'en faire part*», expliquent encore les auteurs de l'étude. Un collaborateur de Sciences-Po leur exprime ce sentiment en termes particulièrement crus: «*En ce moment, on est dans le monde du Bisounours, car il y a Technologia. On nous dit merci à tous, merci pour votre engagement... mais on sait qu'ils veulent nous tuer après.*»

Rendu en juin, ce rapport a fait l'objet d'une présentation à Sciences-Po. Compte-tenu de la trêve estivale, ce n'est sans doute pas avant la rentrée de septembre que ses suites et effets éventuels seront discutés entre personnels et direction.



Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.